

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

## L'ÉCHO SAUMUROIS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

## Chronique Politique.

Le *Journal de Bordeaux* publie la note suivante, dont nous lui laissons toute la responsabilité :

« Nous tenons de source sûre que du quartier-général du roi de Prusse est venue une offre d'argent considérable pour des brochures françaises tendant à compromettre le général Trochu devant les républicains de Paris.

« On ne nous a pas dit si une plume française avait accepté l'argent et le déshonneur.

« Le nouveau ballon monté nous l'apprendra.

« On croit que la même offre a été faite à Bruxelles, et là il n'est pas douteux qu'elle ait été couronnée de succès.

« Ce renseignement est bon à noter. Probablement, avant peu, on y recourra avec profit. »

Nous lisons dans la *Province* de Bordeaux :

« La dissolution des conseils généraux et la suspension de l'*Union de l'Ouest* et de l'*Ami du Peuple*, d'Angers, sont toujours le sujet de nombreux entretiens dans les cercles politiques. Un haut fonctionnaire assurait hier que la dépêche du ministère de l'intérieur, autorisant le préfet de Maine-et-Loire à suspendre l'*Union de l'Ouest*, avait été envoyée en l'absence et à l'insu de M. Gambetta.

« Le ministre de l'intérieur aurait même formulé énergiquement sa désapprobation. Il ne serait même pas éloigné d'annuler l'arrêté de M. Engelhard. Si cette nouvelle se confirmait, elle serait parfaitement bien accueillie de la majorité de l'opinion républicaine.

« La presse surtout verrait d'un œil favorable cette amende honorable faite en l'honneur de ses droits imprescriptibles, qui, aux yeux des esprits éclairés, sont aussi sacrés et aussi absolus que le droit du propriétaire sur son immeuble. »

LE PRINCE NAPOLÉON ET LE GÉNÉRAL CHANGARNIER.

Nous lisons dans le *Progrès des Ardennes* :

« Bruxelles, 12 décembre 1870.

« Etant momentanément absent des Ardennes, je viens seulement de lire, dans votre numéro du 9 courant, un article intitulé : *Conspiration bonapartiste*, dans lequel vous dites que le général Changarnier aurait reçu à Bruxelles la visite du prince Napoléon, et vous demandez quel accueil le général a pu faire à ce membre de la famille impériale. Etant depuis longues années lié avec le général Changarnier, je tiens à dissiper de suite le doute que votre article laisserait planer dans l'esprit de ceux de vos lecteurs qui ne connaissent pas le caractère à la fois si noble et si français de mon vieil ami. Il est vrai, monsieur le rédacteur, que le prince Napoléon s'est présenté chez le général Changarnier et a osé lui faire des propositions que celui-ci a repoussées avec le mépris qu'elles méritaient, ne voulant en quoi que ce soit s'associer à une œuvre ténébreuse, dont la réalisation serait pour la France le comble de l'humiliation et de la honte.

« Recevez, etc. Baron EVAÏN,

« Ancien représentant des Ardennes à l'Assemblée législative. »

## NOUVELLES DE PARIS.

## RAPPORTS MILITAIRES.

Paris, le 30 décembre 1870.

Le feu de l'ennemi a recommencé ce matin à sept heures 45; il a été vif pendant une partie de la journée, mais il n'a pas produit de sérieux effets. Il n'y a eu que trois blessés au fort de Nogent, sur lequel se sont portés principalement ses efforts, et deux au fort de Rosny. Le fort de Nogent a cependant été bombardé de huit heures du matin à quatre heures et demie du soir.

Le gouverneur a pu juger par lui-même de la solidité du moral des défenseurs des forts. L'artillerie de la garde nationale, éprouvée dès le premier jour, est pleine d'entrain et de dévouement.

Paris, 31 décembre.

L'ennemi a augmenté ses batteries de gros calibre et a rapproché plusieurs d'entre elles des points d'attaque. Ses projectiles sont arrivés aujourd'hui en assez grand nombre à la ferme de Groslay, à Drancy, Bobigny, Bondy et quelques uns même jusqu'à la Folie et Noisy-le-Sec.

Il a continué en même temps le bombardement sur les forts de Rosny, Nogent et Noisy. Nous n'avons eu que quelques dégâts matériels et un très petit nombre de blessés.

Paris, 1<sup>er</sup> janvier.

L'ennemi a tiré pendant une partie de la nuit; nous avons eu quelques blessés parmi les travailleurs et un officier de la garde nationale tué.

A onze heures du soir, une assez forte reconnaissance prussienne s'est approchée de Bondy; nos soldats ont laissé venir l'ennemi à bonne portée et l'ont reçu par une vive fusillade qui l'a fait rentrer dans ses lignes après avoir essayé des pertes.

Ce matin, l'attaque est plus vive, les coups se succèdent sans interruption.

Le feu de l'ennemi, qui s'est ralenti à partir de onze heures ce matin, a été presque nul sur les forts de Noisy et Rosny pendant l'après-midi.

On a continué à tirer sur Nogent, qui n'a eu qu'un homme blessé légèrement.

## UNE RÉUNION DES MAIRES DE PARIS.

Le *Moniteur universel* de Paris donne les détails suivants sur une orageuse et importante réunion des maires de Paris, qui a eu lieu au ministère de l'intérieur :

« Lundi dernier les maires des vingt arrondissements devaient, selon la coutume adoptée depuis les élections du 6 novembre, se réunir à quatre heures à l'Hôtel-de-Ville. La réunion ayant été décommandée, au grand mécontentement de certains maires, ceux-ci avertirent M. J. Ferry qu'ils se réuniraient le mercredi 28, sous sa présidence.

« M. Jules Ferry leur fit répondre qu'une convocation régulière leur serait faite par le ministre des affaires étrangères.

« En conséquence, la réunion du mercredi fut encore remise.

« Jeudi matin, M. Jules Favre fit savoir aux vingt maires de Paris qu'il recevrait à quatre heures de l'après-midi au ministère de l'intérieur.

« Détail particulier : les adjoints n'étaient

pas convoqués; ils crurent cependant, vu la gravité des circonstances, devoir accompagner leurs maires.

« Donc à quatre heures les municipalités, au grand complet, se présentaient à la porte du ministère, place Beauvau.

« M. Jules Ferry témoigna de son étonnement à la vue des adjoints; mais M. Clémenceau lui expliqua qu'il était nécessaire que tout le monde fût présent à la discussion qui allait avoir lieu. Le maire de Paris passa outre et l'on prit place.

« Ce fut le maire du 19<sup>e</sup> arrondissement, M. Delescluze, qui ouvrit le feu en lisant un réquisitoire foudroyant contre le général Trochu et ses collègues. Jules Favre écoutait, grave, impassible. MM. Vacherot et Dubail se levèrent pour protester. Le premier prit la parole et réfuta point par point le discours de M. Delescluze, qui fut repris et soutenu par M. Clémenceau, un adjoint du 18<sup>e</sup> et un adjoint du 3<sup>e</sup> arrondissement.

« Le maire du 2<sup>e</sup> arrondissement prit alors la parole pour réclamer le droit, pour les municipalités, de participer plus intimement à la défense de Paris, dont les maires étaient, pour le moment, les représentants directs et responsables. « Nous avons une grande responsabilité, dit-il en se résolvant, et nous n'avons aucune initiative. C'est le droit à cette initiative qu'au nom de tous mes collègues je viens réclamer. » Puis il demanda, de la part du Gouvernement, une plus grande sévérité vis-à-vis des chefs militaires qui laissaient voir des sentiments anti-patriotiques.

« Lorsqu'il se fut, M. Jules Favre parla; il parla longuement, éloquemment. Il refit l'histoire du siège, montra l'état de pénurie dans lequel le Gouvernement provisoire trouva Paris le 4 septembre : « Pas d'armée, pas de munitions, pas de canons, pas de fusils. Rien de préparé pour la défense. » Et il démontra clairement qu'on avait fait un travail énorme. Il confessa que le général Trochu n'avait pas été toujours exempt de blâme, qu'il s'était souvent montré hésitant; mais qu'il avait confiance dans le résultat final; qu'il voulait le triomphe et le maintien de la République, qu'il la maintiendrait et la ferait triompher.

« On applaudit vivement.

« Le ministre annonça alors que le bruit courait, et que ce bruit se confirmait de plus en plus (sans être officiel cependant), que les armées de la Loire, après avoir battu le prince Frédéric Charles et Vonder Thann, n'étaient plus qu'à 12 heures de Paris.

« Espérons, dit-il en terminant, qu'avant peu ce bruit sera officiellement confirmé. »

« La discussion alors, sur une interruption de M. Dereure, s'égara sur la question du bois et fournit à M. Jules Ferry l'occasion de rappeler qu'il avait pris ses mesures pour que Paris fût largement approvisionné dans le plus court délai.

« On allait se séparer, quand M. Delescluze reprit la parole avec une grande énergie pour réfuter le discours du ministre des affaires étrangères. Ce fut encore M. Vacherot qui lui répondit. La discussion entre les deux maires s'envenima à tel point qu'on leva la séance au milieu d'une tempête d'interpellations.

« Il était près de huit heures.

« Avant de se séparer, M. Jules Favre promit à ces messieurs de les convoquer pour samedi ou dimanche au plus tard. »

Le *Réveil* ne paraît pas très-satisfait de la réunion, à voir du moins les termes dans lesquels il en rend compte. Voici ce que dit, en effet, le journal de M. Delescluze :

« Les maires des vingt arrondissements de Paris se sont réunis hier, sur la convocation de M. Jules Favre, ministre de l'intérieur par intérim. La réunion était nombreuse, la plupart de nos magistrats municipaux ayant amené leurs adjoints, dont l'admission a soulevé quelques objections de la part du ministre et de quelques maires.

« La délibération s'est prolongée pendant trois heures, et nous croyons savoir que, peut-être en raison de la gravité des questions agitées, aucune détermination n'a été prise. »

Voici maintenant ce que rapporte le *Temps* au sujet de cette réunion :

« Une proposition présentée par l'un des maires, et tendant à adjoindre au gouvernement de la défense nationale une commission municipale ayant voix consultative, a été écartée par la majorité des maires. M. Jules Favre a prononcé un long discours où il a tracé le tableau de la situation militaire de Paris au 4 septembre, énuméré les travaux accomplis par le gouvernement civil et par le commandement militaire, et montré ce que l'un et l'autre avaient fait pour la défense de la capitale. »

## PROCLAMATION DU GÉNÉRAL TROCHU.

Depuis quelque temps, il circulait à Paris des bruits d'après lesquels des dissentiments se seraient produits dans les conseils du gouvernement. Le général Trochu a adressé à ce sujet, le 30 décembre, à la population et à l'armée de Paris la proclamation suivante :

« Citoyens et soldats !

« De grands efforts se font pour rompre le faisceau des sentiments d'union et de confiance réciproque auxquels nous devons de voir Paris, après plus de cent jours de siège, debout et résistant.

« L'ennemi, désespérant de livrer Paris à l'Allemagne pour la Noël, comme il l'a solennellement annoncé, ajoute le bombardement de nos avancées et de nos forts aux procédés si divers d'intimidation par lesquels il a cherché à énerver la défense.

« On exploite devant l'opinion publique les mécomptes dont un hiver extraordinaire, des fatigues et des souffrances infinies, ont été la cause pour nous. Enfin, on dit que les membres du gouvernement sont divisés dans les vues sur les grands intérêts dont la direction leur est confiée.

« L'armée a subi de grandes épreuves, en effet, et elle avait besoin d'un court repos que l'ennemi lui dispute par le bombardement le plus violent qu'aucune troupe ait jamais éprouvé. Elle se prépare à l'action avec le concours de la garde nationale de Paris, et, tous ensemble, nous ferons notre devoir.

« Enfin, je déclare ici qu'aucun dissentiment ne s'est produit dans les conseils du gouvernement, et que nous sommes tous étroitement unis en face des angoisses et des périls du pays, dans la pensée et dans l'espoir de sa délivrance.

« Le gouverneur de Paris,  
« Général Trochu. »

## NOUVELLES DE LA GUERRE.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Bordeaux, 9 janv., 4 h. soir.

### Intérieur à Préfets et Sous-Préfets.

Hier, quelques cavaliers ont paru à Mortagne. Nos avant-postes ont été attaqués sur la route de Bellême à Nogent, vers 2 heures; l'ennemi, après avoir fait un feu très violent d'artillerie, s'est retiré, poursuivi près de 2 heures par nos mobilisés.

Le 7, les Garibaldiens, attaqués près de Semur à Chevigny-Millevy, ont repoussé l'ennemi sur la route de Montbard, avec quelques pertes.

Bordeaux, 10 janvier, 12 h. 30 m.

Les troupes de Châteaurenault ont été, hier, attaquées sur la ligne de Saint-Cyr-du-Gaud à Authon. Toutes nos positions ont été conservées, à l'exception d'Authon. Un engagement paraît avoir eu lieu en même temps sur la ligne de Bretagne, près Theil.

Les détails manquent sur ces deux combats.

Nous recevons de l'Est les nouvelles suivantes. Nous les donnons telles qu'elles nous parviennent à l'instant même :

« Rougemont, 9 janvier, 7 h. 40 s. — La bataille finit à 7 heures; la nuit seule nous empêche d'estimer l'importance de notre victoire. Le général en chef couche au centre du champ de bataille, et toutes les positions assignées à l'armée, pour ce soir, par l'ordre du général de marche d'hier, sont occupées par elle.

« Villersexel (Haute-Saône, à 20 kilomètres est de Vesoul), clef de la position, a été enlevée aux cris de : Vive la République! Vive la France!

« A demain les résultats. »

Le *Moniteur* publie à titre de renseignement les deux dépêches suivantes, venues par la voie de la Suisse :

Dampvant, 2 janvier.

Depuis hier, les têtes de colonnes d'une armée française de 30,000 hommes, venant de Lyon, dit-on, passent par Villars, Blamont, etc., pour dégager Belfort.

De leur côté, les Allemands se renforcent à Belfort et gardent Montbéliard. Une rencontre prochaine est inévitable.

Notre service d'avant-postes a été renforcé. Temps superbe.

On lit dans l'*Union libérale* :

Dans la journée de dimanche, on a entendu la canonnade dans la direction ou au-delà de Châteaurenault; depuis lundi matin on l'entend encore du même côté. Les détonations se succédaient avec violence entre sept et neuf heures; à dix heures il y a eu un ralentissement marqué; à onze heures, on n'entendait le canon qu'à de longs intervalles et le bruit s'éloignait sensiblement.

Lundi matin encore, à sept heures, Châteaurenault n'était pas occupé par l'ennemi.

Le combat dont la canonnade a été entendue à Tours a été livré, nous assure-t-on, entre La Chartre et Châteaurenault.

Nous n'avons encore aucun détail sur cette affaire.

Dans la nuit de vendredi à samedi, les Prussiens qui occupaient Herbault, augmentés de nombreux renforts en infanterie, cavalerie et artillerie, venant de Blois, se sont portés en avant de manière à grossir le chiffre des forces ennemies.

Nous sommes à peu près sans nouvelles précises d'Orléans; mais nous savons que Blois souffre énormément du manque de certains objets de consommation, notamment d'épicerie. Herbault est ruiné de fond en comble. Vendôme et les pays situés dans les environs ne sont pas mieux partagés.

On assure que le 5, à Briare, nos marins auraient attaqué l'ennemi à l'arme blanche et tué environ 200 hommes.

Le *Times* publie une dépêche de Berlin du 5

janvier portant que le siège de Langres est levé, la brigade de Goltz étant dans la nécessité de quitter Vezoul pour renforcer le général Werder, qui est menacé par Bourbaki et Garibaldi.

### LA TENTATIVE DE SOULÈVEMENT DES PRISONNIERS FRANÇAIS.

On écrit de Cologne, 25 décembre, au *Journal de Liège* :

Vous savez qu'un appel a été fait à tous les anciens militaires de bonne volonté et aux sous-officiers en retraite pour rentrer sous les drapeaux, afin de faire partie des bataillons de garnison, qui auront à surveiller les prisonniers, tandis que les bataillons de la réserve et de la landwehr en activité de service sont en marche pour la France. Il y a aujourd'hui au moins 500,000 soldats prussiens en France, dont 64,000 font partie de la cavalerie. L'armée du général de Manteuffel vient d'être renforcée de 16,000 hommes de la réserve, qui ont passé le 22 décembre à Sedan.

Il y a huit jours qu'une correspondance de la *Gazette universelle d'Augsbourg* parlait de bruis assez vagues d'une vaste conspiration ayant pour but un soulèvement général des prisonniers de guerre français qui profiteraient du désordre pour s'évader et se rendre en France.

En lisant cette nouvelle, nous n'avons pas cru qu'elle était sérieuse; mais il paraît aujourd'hui que ce n'était pas une fable inventée à plaisir et qu'elle avait au fond un cachet de vérité.

La garnison de Cologne a été alarmée avant-hier, à onze heures du soir, par suite des informations que le gouverneur aurait reçues de Coblenz, d'après lesquelles les prisonniers cantonnés dans les baraques de la bruyère de Wahn seraient sur le point de se soulever.

Sur cet avis, un détachement de cuirassiers et huit canons furent envoyés sans délai à Wahn et toutes les mesures ont été prises pour prévenir l'émeute. Les troupes de la garnison de Cologne ont été consignées hier toute la journée et tous les officiers étaient sur le qui-vive toute la soirée, par suite des informations et perquisitions faites, qui ont fait découvrir des poignards et des revolvers en grande quantité, ce qui ne laissait pas de doute sur le danger de la situation.

Je tiens de bonne source qu'un officier français, prévoyant la gravité des conséquences que ce soulèvement allait provoquer, indépendamment de l'inutilité de la tentative, qui ne pouvait guère réussir, a dévoilé le plan de la conspiration au commandant de Coblenz.

Il paraît que le projet avait pour but de préparer, dans la vigile de Noël, le soulèvement général des campements de prisonniers de Rastadt à Wesel. On leur avait fait parvenir le mot d'ordre par des agents secrets, qui avaient simulé porter des secours à leurs compatriotes.

Le jour n'était pas mal choisi, attendu que la plupart des officiers avaient été retenus par les fêtes de Noël, et que les détachements de surveillance n'auraient pas été en force à s'opposer à la rébellion.

On assure que des lettres faisant pressentir les plans des conspirateurs ont été interceptées. Il était bien tard dans la soirée, lorsque trois officiers français ont été arrêtés avant-hier; ils ont dû partir immédiatement avec escorte pour la Prusse orientale, où ils vont être enfermés dans le fort de Deutz. Le pont de fer qui relie les villes de Cologne et de Deutz est surveillé strictement par des sentinelles. Toutes les personnes qui arrivaient hier au soir par les convois ont dû subir un interrogatoire, quant à leurs personnes et au but de leur voyage.

On assure que les officiers français seront envoyés dans les provinces orientales de la Prusse, et j'ai entendu dire que les officiers de Cologne seront internés à Glatz, en Silésie.

### LES PRISONNIERS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE.

Nous recevons de Bruxelles la lettre suivante :

« Monsieur le rédacteur,

« Un de nos amis, riche négociant hollandais, qui me raconte lui-même ce qui suit, me dit qu'il était à Cologne jeudi ou vendredi de la semaine passée :

« Devant lui est arrivé dans la gare de Cologne un convoi de prisonniers français, dans des wagons découverts, ces wagons dits plates-formes, qu'on emploie au transport des marchandises. Il faisait dix à douze degrés de froid, et mon ami assure que, malgré sa pelisse en fourrure et sa couverture de laine, il avait souffert du froid dans les premières classes.

« Or, nos malheureux prisonniers avaient fait 48 heures, par cette température, dans des wagons découverts. Aussi mon ami a-t-il pu voir retirer des wagons plusieurs cadavres gelés. Tous les autres prisonniers étaient tellement engourdis qu'ils pouvaient à peine marcher.

« Le même ami m'assure qu'il tient d'un honorable négociant de Mayence un fait analogue. Pendant les grandes pluies qui se sont étendues sur tout l'Ouest de l'Europe, il y a quinze jours, il est arrivé à Mayence plusieurs convois de prisonniers français entassés dans des wagons découverts, et qui avaient fait ainsi plusieurs jours de route exposés à une pluie glaciale. Un grand nombre étaient morts peu de jours après.

« Je n'ai pas besoin de qualifier ces procédés ou plutôt ces assassinats.

« Il faut que la France entière et l'Europe apprennent à connaître ce pieux brigand couronné qu'on appelle Guillaume et ces sauvages assassins les krautz-junkers (nobles) prussiens par qui les Allemands se sont laissés conquérir.

« Il faut que nos soldats sachent tous que s'ils se rendent prisonniers, ils doivent s'attendre à ce qu'on inventera tous les moyens de les détruire, et qu'ils sont moins exposés sur le champ de bataille qu'entre les mains des bandits qu'ils combattent.

« Veuillez agréer, etc., E. L. »

Pour les articles non signés : P. GODET.

## Chronique Locale et de l'Ouest.

Les Frères de la Doctrine chrétienne ont été informés que, le conseil municipal ne leur ayant pas voté de subvention pour l'année 1871, leur établissement avait cessé d'être école communale depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

Dans la nuit du 4 au 5 janvier, le feu s'est déclaré à la ferme du Petit-Mesnil, commune de Trémont, au préjudice du sieur Onillon.

Deux meules de 50,000 kil. de paille ont été la proie des flammes. Malgré le concours de la population, il a été impossible d'en sauver quelque portion. La perte s'élève à 2,500 fr., couverte par la compagnie la *Mutuelle*, du Mans.

On ignore la cause de ce sinistre.

Un de nos correspondants nous adresse du département de Loir-et-Cher des détails sur une reconnaissance faite par le 3<sup>e</sup> escadron du 6<sup>e</sup> régiment de marche. Nous sommes d'autant plus heureux de publier ces lignes qu'elles rendent hommage à l'intrépidité et à la noble conduite du chef de ce détachement, M. H. Loth, ancien capitaine à l'Ecole de cavalerie, qui est Saumurois par alliance.

Voici ce que nous lisons dans notre correspondance :

« Le 27 décembre dernier, pendant le combat à la suite duquel les Prussiens furent chassés de Froo et de Montoire, le 3<sup>e</sup> escadron du 6<sup>e</sup> régiment de marche de cavalerie, formé à Saumur avec les détachements des 1<sup>er</sup> et 9<sup>e</sup> chasseurs, avait été envoyé en reconnaissance pour surveiller, particulièrement du côté des villages de Cellé, Fortan et Limay, les mouvements de l'ennemi et éviter que les Prussiens ne reçussent des renforts inattendus.

« L'escadron avait déjà visité Cellé et Fortan, et allait entrer à Limay, quand on apprit

qu'il s'y trouvait un petit détachement ennemi faisant des réquisitions, et s'appêtant à partir pour Montoire.

« Ce détachement se composait d'un lieutenant du 79<sup>e</sup> d'infanterie saxonne, 12 fantassins et 2 uhlands comme éclaireurs.

« Après avoir pris les dispositions nécessaires pour s'approcher sans donner l'éveil, le capitaine, suivi seulement de quelques cavaliers, s'élança au galop sur la place, fondit à l'improviste sur les Prussiens, en tua un, et poursuivit un uhlan qui fuyait de toute la vitesse de son cheval et qu'il fit prisonnier à 500 mètres environ du village.

« Pendant ce temps les cavaliers restés en arrière, firent prisonniers l'officier et 8 Prussiens : les 3 autres et le 2<sup>e</sup> uhlan qui n'étaient pas sur la place, parvinrent à s'échapper momentanément. Les 3 fantassins furent pris plus tard dans un bois par les habitants du pays, et le uhlan fut tué par des carriers vers les hauteurs de Villvers. Le détachement fut donc détruit complètement.

« Les prisonniers furent traités avec les plus grands égards par les cavaliers qui leur offraient tout ce dont ils pouvaient disposer, ce qui rassura complètement ces pauvres diables, à qui on s'efforce de persuader qu'ils seront fusillés s'ils se laissent prendre. Leur terreur était telle que plusieurs, en jetant leurs armes, s'écriaient « bon catholique, trois enfants »; c'est habituellement la phrase qu'ils prononcent en pareil cas, et qu'ils expriment en assez bon français.

« L'officier fut l'objet de la plus grande délicatesse; un cheval lui fut offert pour suivre la colonne; le capitaine lui fit rendre tous les objets dont il avait été dépouillé, même d'une lettre fermée adressée à sa famille, et qu'il n'avait pu encore faire parvenir depuis Beaugency. On poussa la chose plus loin, et une somme de quarante francs lui fut généreusement offerte par un officier français, parlant l'allemand, à qui il confia qu'il n'avait aucune ressource pour se rendre en captivité.

« Exemple à signaler à MM. les Prussiens, afin qu'ils l'appliquent à ceux de nos compatriotes qui ont le malheur de tomber dans leurs filets. »

### Société des Courses de Saumur.

AVIS.

En raison des événements, la commission administrative a décidé que l'assemblée générale qui, aux termes des statuts, devait avoir lieu dans la première quinzaine de janvier, serait ajournée.

MM. les secrétaires sont prévenus qu'ils seront convoqués aussitôt que les circonstances le permettront.

Le Président, G. LE BRECH.

Pour chronique locale : P. GODET.

P. GODET, propriétaire-gérant.

POUR ÉVITER  
LES CONTREFAÇONS  
DU  
**CHOCOLAT-MENIER**  
IL EST INDISPENSABLE  
D'EXIGER  
LES MARQUES DE FABRIQUE  
avec  
le véritable nom.

**SERVICE**  
**DANS LES PLACES DE GUERRE**  
ET  
**VILLES DE GARNISON**  
NOUVELLE ÉDITION.  
**SERVICE EN CAMPAGNE.**  
SERVICE INTÉRIEUR.  
**COURS DE MARECHALERIE**  
P. GODET, imprimeur Libraire.

Saumur, imprimerie P. GODET.